

CONTRE LA PRISON DE HAREN ET TOUTES LES PRISONS MODERNES

Ou comment une lutte localisée contient le ferment d'une pensée unifiée

« On nous dit que les prisons sont surpeuplées.
Mais si c'était la population qui était suremprisonnée ? »

Michel Foucault

« Il n'existe en Belgique aucune politique pénale et pénitentiaire cohérente »

Observatoire International des Prisons

La réponse du Ministre-Président de la région de Bruxelles-Capitale à notre question sur la pertinence de construire une méga-prison à Haren, et plus largement de nouvelles prisons en Belgique, contient en substance le vide de pensée d'une certaine élite censée nous représenter, vide qui se propage dans la société par la propagande médiatique. Leur capacité d'imaginer un autre monde est morte... Après avoir entonné le refrain habituel sur les différences en terme de responsabilités régionales et fédérales, Rudi Vervoort (mais ça aurait pu être un autre) déploie deux arguments : l'un d'apparence altruiste, l'autre clairement intéressé. Le premier, le constat « *indéniable* » « *de la vétusté, voire de l'insalubrité, des prisons de Saint-Gilles et de Forest* », expliquant que « *les conditions de détention des prisonniers ont maintes fois été critiquées par les instances internationales* », sonne comme, comment dire?... quelque chose de faux ! : cela fait des dizaines d'années que divers organismes dénoncent l'inhumanité des prisons belges. Curieux qu'on pense tout à coup au sort des prisonniers quand on escompte de construire une méga-prison en recourant à un partenariat public-privé !

Le second argument paraît plus révélateur de la pensée de pouvoir : « *l'annonce de la désaffectation des prisons de Saint-Gilles et Forest constitue pour la Région bruxelloise une opportunité de développer un nouveau quartier résidentiel et d'y créer de nouveaux équipements au profit de ses habitants* ». Olivier Chastel, lui, perçoit la surpopulation carcérale uniquement « *comme un obstacle majeur à une politique efficace et cohérente d'exécution des peines* ». ¹ La surpopulation, ça arrange Denys, un des partenaires du consortium Cafasso choisi pour la construction de la prison de Haren, qui a déjà mis en œuvre la construction d'un centre de psychiatrie légale à Gand – outre des projets au Tchad, au Cameroun, en Irlande, en Algérie, etc – et s'enorgueillit d'être « *le partenaire de choix pour la réalisation de travaux de construction hors du commun* ». Sur son site, évoquant le projet de méga-prison à Haren, appelé « *prison-village* », il décrit un « *marché* » qui comprend non seulement « *des services d'entretien (pendant 25 ans), mais également pendant 5 ans certaines prestations de services facilitaires (du catering², des services de blanchisserie et du traitement des déchets)* ».

Dans ce qui répond à une seule et même façon de penser, on n'écoute pas les voix discordantes comme celle de la Cour des Comptes ou du Comité européen pour la Prévention de la Torture qui énonçait que le fait de construire de nouvelles pri-

sons « *n'est pas susceptible, en soi, de résoudre durablement le problème de la surpopulation* ». Et si l'intention n'était pas celle-là ? Pour le Président du MR, la construction des 2217 places prévues sera insuffisante et il faudra inévitablement construire de nouvelles prisons sous un Masterplan III, « *si le contexte budgétaire le permet ou selon des modalités de financement à déterminer* » (entendez « *recours massif au privé* »).

Un peu de philanthropie feinte chez les uns, beaucoup de pragmatisme réaliste chez les autres. Une fuite en avant chez tous, sans aucune autre perspective que le changement dans la continuité. Et pour que fonctionne l'illusion, dont médias et politiciens professionnels nous abreuvent, il faut sans discontinuer répéter qu'une petite minorité élue agit pour le bien de tous, afin de « *nous* » offrir un meilleur avenir, encore « *meilleur* » qu'aujourd'hui. Les discours médiatiques ambiants et les mesures politiques ne font pourtant que créer des dichotomies réductrices qui nous opposent les uns aux autres, nous faisant oublier notre commune humanité. Parmi celles-ci, celles séparant autochtones et étrangers ou travailleurs et chômeurs. Mais il en est une qui semble faire consensus et où peu se risquent à exprimer une position divergente : celle opposant prisonniers et hommes libres. La question carcérale, nourrie par le fantasme médiatique représentant le plus souvent le détenu comme un dangereux psychopathe, est difficilement débattue, tant elle conduit celui qui essaie de comprendre à l'ostracisme d'une communauté qui voit le rejet « *hors-société* » du prisonnier comme quelque chose de normal.

Paradoxe de la vie et de la lutte, c'est en s'opposant à des projets comme celui de la prison de Haren que le peuple pourra enfin débiter tout doucement un travail de réunification et se remettre à penser, pour enfin voir que derrière la langue de bois politique, la question carcérale nous concerne tous et appelle en nous une humanité qui avait été perdue (p.16). Mais la gestion actuelle de l'enfermement est une formidable machine à faire des voix, qui occulte le lien devenu dès lors évident entre lutte contre le terrorisme, suivisme belge par rapport à la pensée et à la politique des États-Unis, privatisation et misère organisées (p.14). Cette misère, fruit de nos sociétés modernes qui la créent tout en feignant qu'elles luttent contre et qui, ne sachant que faire des déchets humains, les réifient en « *capital carcéral* »... création et récupération, cycle connu de nos sociétés consuméristes qui érigent l'avoir en valeur suprême et génèrent les conditions de la frustration,

se reposant sur des croyances erronées que jamais les médias ne prennent le temps de démonter (p.10).

Penser contre, c'est donc recréer du lien dans un monde où l'atomisation est plus utile à la production : être seul – la solitude moderne – ensemble – en comparaison compétitive perpétuelle – empêche de se penser et de penser l'Autre. Se retrouver uni contre l'absurde, déploie la capacité de pouvoir le nommer, pour découvrir que derrière les luttes paysannes, écologistes, sociales, une seule et même lutte nous unit : celle pour la vie.

Dossier réalisé par Alexandre Penasse

Les photos accompagnant ce dossier sont de Jean-Marc Bodson et Hugues de Wurstemberger. Merci à Maxime De Coster pour les prises de contact.

- (1) Nous avons posé aux quatre partis traditionnels ainsi qu'au PTB la question suivante : « *Votre parti se positionne-t-il pour ou contre le projet de construction d'une méga-prison à Haren, et plus largement quelle est sa position sur les projets de construction de nouvelles prisons ?* ». Nous publierons l'entièreté de leur réponse sur notre site. Au moment d'imprimer, seul le PTB ne nous a pas répondu.
- (2) Entendez dans la novlangue anglicisée, la « *fourniture des repas* », en langue vulgaire « *la cantine* ».

Plus d'infos :

- Voir le site de Luk Vervaet <http://lukvervaet.blogspot.be>, et son article, très complet, « *non à la méga-prison de Haren* ».

- Comité de Haren : www.1130haren.be

- Dossier complet de l'enquête publique sur la mégaprison www.bruxelles.be/artdet.cfm?id=4843&agendaId=4454

- Plate-forme pour sortir du désastre carcéral : www.harenunderarrest.be

- Haren TV : www.haren.blogs.sudinfo.be

- Collectif Vrije Keelbeek libre! www.haren.luttespaysannes.be

- Inter Environnement Bruxelles : www.ieb.be/-Une-mega-prison-a-Haren-

- Alternative de ferme ouverte : www.respire-asbl.be/spip.php?article1025

LE PRODUCTIVISME CARCÉRAL

« Nous ne [...] réprouvons pas [un acte] parce qu'il est un crime, mais il est un crime parce que nous le réprouvons »,
E. Durkheim, « De la division du travail social »¹

« Les gens qui ont peu, dans une société où l'on attache de l'importance à posséder beaucoup, deviennent facilement indisciplinés ».

« Quand on voit le délinquant comme un membre d'une autre espèce, une non-personne, une chose, il n'y a pas de limites aux atrocités possibles »².

A quoi sert la prison ? La question paraît le plus souvent résolue et la réponse toute trouvée : « à punir ceux qui fautent ». Dans cette équation punitive catégorisante, le détenu ne fait pas vraiment partie de la société, bien qu'il sera sur-représenté dans les médias, participant à son infra-humanisation. Nous ne nous étonnerons donc guère que la seconde fonction généralement attribuée à la prison et que l'on nomme curieusement « réinsertion »³, ne soit pas mise en œuvre

Dans une société capitaliste et technocrate, la problématique de l'emprisonnement est primordiale à soulever. Elle répond aux valeurs que nous défendons et donc au type de société que nous désirons. Mais dans le spectacle politico-médiatique, la prison ne serait que la résultante du démerite individuel qui justifierait la sanction de l'enfermement, à l'opposé du mythe du mérite individuel prôné par une société libérale. La réalité est plus complexe...

En 1997, il y avait 8 156 détenus dans les prisons belges, en 2014 ils étaient 11 769, soit une hausse de 44%. Dans le même temps les peines alternatives, comme la surveillance électronique, ont considérablement crû. Alors qu'en 2000, ils n'étaient que 14 à être soumis à cette surveillance, ils étaient 1807 en 2014, soit un nombre multiplié par 130⁴. Que s'est-il passé en une quinzaine d'années ? Les criminels, délinquants de toutes sortes, sont-ils sortis de leur tanière pour traumatiser les bonnes gens ? Ce n'est pas ce qu'expriment les statistiques policières de criminalité qui indiquent qu'entre 2000 et 2013, le nombre total de délits est passé de 1 001 952 à 990 060, soit une baisse d'environ 1,2%. Tiens, curieux ? Cela signifie qu'à chiffres de criminalité presque équivalents, davantage d'individus étaient en prison en 2014 qu'en 2007, plus étaient soumis au bracelet électronique, beaucoup plus. C'est qu'en presque 20 ans, il y eut l'affaire Dutroux, le 11 septembre, un retrait de l'État social et un creusement des inégalités...

Avec les effets sur la politique carcérale : *L'hyper-trophie de la détention préventive, l'extension du périmètre pénal et l'allongement des peines*⁵ qui se manifestent par un taux d'incarcération plus important (14 684 incarcérations en 1997 contre 17 914 en 2013, soit une hausse de 22%). Mais ces derniers n'expliquent pas tout, les libérations conditionnelles moins fréquentes et plus sévères, le faible recours aux peines non privatives de liberté, allongent le temps du détenu en prison, et donc le nombre qui est enfermé à un moment donné. Voilà quelques faits posés.

La croyance populaire sur le monde carcéral se nourrit essentiellement de trois éléments : la production informationnelle des journaux télévisés et diverses émissions et journaux qui sur-représentent les faits divers ; les séries télévisées et autres films où flics, juges et criminels sont omniprésents ; la démagogie de politiciens qui font montre d'une force dans un domaine – le pénal – qui est directement proportionnelle à la faiblesse qu'ils manifestent dans un autre – le milieu des affaires et des criminels en col blanc – où le laissé-faire et le laxisme sont les règles. Comme nous l'évoquions,

cette croyance socialement construite participe à la dichotomisation sociale entre « gentils » et « méchants ».

Dans ce triptyque de médiatisation de la question carcérale, au fond assez fictionnel à chacun des niveaux⁶, énoncer la vérité, à savoir que l'augmentation des personnes incarcérées n'est pas le résultat d'une croissance des infractions, s'avère presque impossible, tant cette réalité irait à l'encontre du spectacle construit et des intérêts que chacune des parties en tire (on sait à quel point le spectacle du crime est bon vendeur). Comme l'exprime l'OIP dans son rapport belge, « dans un jeu ambigu s'auto-alimentant entre impératif d'audit poussant au sensationnalisme, effets d'annonce du politique et volonté de satisfaire « l'opinion publique », s'entretient un climat sécuritaire qui pousse à une répression accrue et masque certaines réalités » (p.14).

LES FAUSSES CROYANCES

C'est pourtant à partir de la remise en cause de conceptions erronées que l'on peut espérer voir s'inverser une tendance d'inflation de la population carcérale et d'aggravation des conditions d'existence intra-muros. En ce sens, dès le début de son ouvrage, *L'industrie de la punition*, Nils Christie, criminologue norvégien, pose le problème : la prison est une institution régulatrice, dans une société productiviste où la richesse et l'accès au travail sont inégalement répartis et qui génère donc un surplus de population qui n'est pas utile à la production. Les sanctions pénales strictes viseraient ainsi à contrôler et discipliner les masses récalcitrantes. Jadis prises en charge par l'esclavage, le servage et l'obligation de travail et de résidence, cette tâche est désormais dévolue aux prisons. Le succès de la machine carcérale s'explique par la conjonction d'une production d'« inutilisables », d'un État providence en complète déliquescence faisant place à un État pénal néolibéral conjuguant la misère sociale et le diktat de la responsabilisation individuelle avec la grandeur carcérale, ainsi que d'une classe politique assujettie et subjuguée par le monde économique, laquelle se prive de tous les moyens pour le contrô-

ler et œuvre dans un domaine, celui du carcéral, où elle peut encore donner l'illusion du contrôle.

Mais le succès carcéral s'étaye et se focalise sur cette idée, relative à la nature humaine, d'apparence rationnelle, bien établie dans les esprits et que le discours politico-médiatique entretient formidablement : celle que le châtement répondrait à un crime défini par une loi naturelle. Equation assez simple donc qui serait : un crime x est commis, un châtement x est donné. De cette croyance découlerait l'idée pérenne « que la population carcérale est un indicateur des infractions », et donc que « si le criminel ou le délinquant déclenche le processus auquel les autorités se contentent de réagir, alors naturellement la taille de la population carcérale reflétera la situation de la criminalité »⁷. Il n'y aurait dès lors dans la question carcérale aucune question de choix de société. Non ! Tel la mainmise de dieu sur nos âmes, la population carcérale ne serait que le signe du destin.

Pourtant, ceux qui ont le courage de dépasser les peurs fabriquées et commencent à s'intéresser de près à la question carcérale, savent vers où regarder pour démonter les fausses croyances : les États-Unis. Ils verront alors que l'inflation extraordinaire de détenus américains depuis les années 80, ne correspond nullement à une croissance correspondante des crimes, mais à des choix éminemment politiques. Mais cette contre-vérité d'un nombre de détenus relatif au nombre de crimes commis étant profondément établie dans les consciences, on comprend qu'on entend encore si souvent ce soi-disant « laxisme de la justice »...

LA REPRÉSENTATION DU PAUVRE

Mais cette croyance populaire n'est, loin s'en faut, indépendante de la représentation que l'on se fait du pauvre et de la pauvreté dans nos sociétés modernes. Quel rapport, direz-vous ? Eh bien, c'est que la grande majorité des hôtes carcéraux sont les mêmes qui *dehors* peuplent les quartiers défavorisés et vivent en dessous du seuil défini de pauvreté, faisant dire à l'*Observatoire Internatio-*

nal des Prisons, qu'elle est une «institution pour pauvres» (OIP, p.58). Ce que l'on pense du pauvre, et donc par extension de la façon dont l'être social se construit, a donc une nécessaire implication sur la façon de penser la prison et la faute.

Il y a ainsi en substance deux interprétations qu'on peut se faire des gens pauvres : ils peuvent être considérés «comme des ivrognes désœuvrés, des bons à rien ou des victimes de conditions sociales échappant à leur contrôle?» A partir de là, «les quartiers défavorisés des villes sont [-ils] des endroits où ceux qui n'ont pas d'aspirations choisissent de s'attrouper, ou [sont-ils] des dépotoirs pour ceux qui ne reçoivent pas la juste part de la société moderne»⁸.

Au niveau des politiques étatiques, et donc du système pénal, cela change tout. On peut considérer les crimes, plus fréquents dans les quartiers défavorisés, comme des indicateurs de misère, et mettre en place des réformes sociales radicales pour éradiquer la misère; ou alors, on peut nettoyer au Karcher les cités, réduire les allocations de chômage, obliger le travail précaire et sous-rémunéré, et maintenir la misère telle quelle. Dans le premier cas, on accepte de considérer que la misère – fabriquée – détermine en partie la criminalité et son contrôle, dans l'autre que l'individu est le seul acteur de son destin et que sa responsabilité individuelle est le seul critère à prendre en compte.

Précisons d'emblée ici que même si une certaine forme de délinquance est plus prégnante dans les lieux de concentration de la misère, il y a aussi et surtout une répression accrue axée vers ceux qui peuplent ces quartiers. Ainsi, s'il y a surtout des pauvres en prison, ce n'est pas nécessairement parce qu'ils sont plus délinquants, mais «c'est qu'ils sont davantage sanctionnés à tous les maillons de la chaîne pénale, de par des choix de politique criminelle et l'attitude individuelle des acteurs judiciaires (surveillance de la police, signalement au Parquet, délivrance du mandat d'arrêt, condamnation au fond)» (OIP, p.58). Et s'ils sont en prison c'est que «bien souvent, les détenus ont connu un parcours de vie empreint de ruptures avec les institutions premières d'inscription au sein de la société, que ce soit au niveau de la famille, de l'école ou du travail. Ainsi, la précarité des personnes incarcérées se marque de différents manières : ruptures familiales et décrochage scolaire précoces, précarité matérielle et dénuement affectif, absence de perspective d'emploi, passages répétés dans la délinquance ou la drogue, ... »⁹.

Au fond, «tant les processus enclenchés tout au long de la chaîne pénale que la désaffiliation des individus au niveau social, économique et/ou familial démontrent que la prison se révèle l'ultime maillon de l'exclusion sociale pour un nombre conséquent et majoritaire de détenus». (OIP, p.58).

Dans la catégorie «pauvre», il y a évidemment la sous-catégorie «étranger», surreprésenté dans les prisons belges (43% des détenus sont étrangers). «Les étrangers font l'objet de discriminations à tous les stades de la chaîne pénale : davantage contrôlés en rue, ils sont plus vite arrêtés et plus facilement placés sous mandat d'arrêt. A délit égal, un étranger a beaucoup plus de chance de connaître la prison. Il sera également condamné plus sévèrement, entre autres parce qu'il connaît mal les codes culturels propres à notre justice pénale. Les étrangers ont encore très difficilement accès à la libération conditionnelle» (OIP, p.66).

PRIVATION RELATIVE

Évidemment, cette impossibilité de penser la misère comme une indécence qu'il faut combattre provient essentiellement de notre incapacité à lier dialectiquement celle-ci avec la richesse. Certes, la pensée libérale délie spécieusement les deux réalités en les regroupant sous le «trophe culturel de la «responsabilité individuelle»»¹⁰. Eh oui, «qui veut

peut», donc : le miséreux est le seul responsable de son indigence, le nanti de sa richesse. Et si jamais vous n'y arrivez pas, y'a encore le Lotto!

La fable est belle mais se révèle trompeuse quand on veut bien sortir virtuellement de sa condition et que l'on accepte la part de détermination de l'être – que nous sommes donc chacun le résultat de conditions qui nous dépassent. La richesse provenant en première instance de ce que la terre nous offre, l'enveloppe est fermée. Mais certains en profitant plus, il en va que s'il y en a plus pour certains il y en a moins pour d'autres et donc que la richesse est le fruit et la cause de la pauvreté. Cette distorsion s'exprime essentiellement, dans une société valorisant l'avoir au détriment de l'être, en terme de possession. Emplie de publicités, la société de consommation crée un sentiment perpétuel de manque relatif ; l'individu, sommé de consommer, s'il est dans l'incapacité de le faire, ressent la frustration. Comme le dit le criminologue Niels Christie, «les quantités de choses qui peuvent être volées augmente de jour en jour. Il y a tant de choses à prendre, tant à boire»¹¹. De ce fait, «l'échec du consensus social-démocrate des années 1950 [qui] affirmant que de meilleures conditions réduiraient le crime était basé sur des notions de réduction de la pauvreté comme privation absolue. Mais la cause du crime n'est pas la privation absolue, c'est la privation relative. Ce n'est pas le niveau absolu de la richesse, mais la perception de l'injustice de la répartition des richesses, qui affecte le taux de criminalité»¹².

Le pauvre, plutôt que de combattre la richesse, est a contrario encouragé à la rechercher et donc aspire à ressembler à celui qui est en partie responsable de sa condition. Adulé par les fanatiques du foot-spectacle, Eden Hazard, pour ne citer qu'un exemple, dont les émoluments dépassent 250 000 euros par semaine, n'est nullement perçu par ses admirateurs comme celui qui leur vide la gamelle. Au contraire! Le gosse de rue rêve de l'éden... Pour s'en approcher, en attendant, il calque son existence sur les modèles propagés par le style de vie occidental moyen, perçu comme universel¹³. Si comme le dit Thorstein Veblen «le désir de richesse ne peut guère être assouvi chez quelque individu que ce soit» (...) «la lutte est en réalité une course à l'estime, à la comparaison provocante, il n'est pas d'aboutissement possible», reste que certains soulagent temporairement leur frustration par la possession, là où d'autres ne peuvent se doter des objets valorisés que par des subterfuges le plus souvent illégaux. Ce n'est donc pas un hasard si en Belgique «les détenus sont principalement des hommes jeunes, ayant bénéficié d'une formation limitée, possédant une position socio-économique faible et ayant commis un vol. La plupart ont à peine été scolarisés» (OIP, p.107). Les tenants de la position de l'autoconstruction de l'individu rétorqueront qu'«il n'avait qu'à travailler à l'école... on les invite de suite à venir voir derrière les murs... de l'école»¹⁴.

Certes, celui qui ne consomme pas est inutile dans une société où la croissance demeure le but ultime, même s'il est phagocyté par le travail au noir, précaire et offert à des tarifs avantageux à ceux qui peuvent se le payer du fait de leur identité reconnue et de leur statut pécuniaire. Dans cette chasse à l'«inutile», la consommation des drogues et la plus forte pénalisation de son usage et de sa vente par des profils sociaux défavorisés, les mêmes qui peuplent les prisons et bénéficient des aides sociales du fait de leur pauvreté, est inévitablement le fait de cette exclusion. «Dans la pratique, la guerre contre la drogue a ouvert la voie à une guerre contre les personnes considérées comme les moins utiles et potentiellement les plus dangereuses de la population»¹⁵.

Un point de lutte pour diminuer le crime semble donc être de «réduire la privation relative, en nous assurant que le travail significatif soit accessible à un salaire satisfaisant, en fournissant des logements décentes dans lesquels les gens sont fiers d'habiter, en assurant l'existence d'équipements de loisirs

universellement accessibles, et en insistant pour que l'application de ces règles se fasse également dans le cadre de la loi»¹⁶. On touche donc ici au problème fondamental de la création par le système des «non-utiles» (les chômeurs, les délinquants, les vieux, les pensionnés, les déscolarisés...), et à la mise en place subséquente d'institutions palliatives pour les prendre en charge.

PRISON ET SECTEUR PRIVÉ : DE BONS COPAINS !

Mais plutôt que d'assurer un travail décent à l'extérieur, les architectes du carcéral promettent le travail intra-muros. Et pour cela, en Belgique, ils ont créé Cellmade!, littéralement fabriqué en cellule – Eh bien oui, si on imite le modèle carcéral américain, autant américaniser aussi son nom. Cellmade se présente comme le «label de la Régie du Travail Pénitentiaire, un service autonome du SPF Justice». «Depuis 1931 nous nous occupons de la mise au travail et de la formation des détenus dans les établissements pénitentiaires belges». Et comme dans un catalogue pour hommes d'affaires avides de gains, le service ajoute «vous avez donc la garantie que nous faisons du bon travail, avec savoir-faire». Yes!

Puisque le capitalisme récupère tout, pourquoi s'en passer? L'Homme privé de liberté, laissé oisif par un système carcéral qui n'organise pour lui que le versant punitif du projet, les entrepreneurs plutôt que d'être perçus comme les pionniers d'une nouvelle forme d'esclavage, se muent en héros qui dès lors, tels des sauveurs, donnent de l'activité aux détenus. Quels philanthropes! Ecoutez Cellmade évoquer l'avantage pour les détenus : «Le travail leur donne l'opportunité de prendre leurs responsabilités et d'indemniser les victimes. Ils acquièrent une discipline de vie et une expérience professionnelle qui faciliteront leur réinsertion le moment venu. Tout le monde y gagne» Euh, tout le monde? «Le travail pénitentiaire paie. Chaque jour en Belgique, plus de 30 ateliers pénitentiaires mettent une force de travail flexible et motivée à votre service. Montage, reliure, emballage, confection...? Vous bénéficiez d'un travail de qualité à un prix attractif». Ah oui?... «attractif» pour l'un. Donc pas pour l'autre. Et on sait pour qui bosse le Léviathan...

D'ailleurs, un peu plus loin, le service autonome du SPF Justice l'admet sans ambages : «donner du travail à des détenus? Cela rapporte plus que vous ne le pensez! Tant à votre entreprise qu'à ceux qui sont à l'intérieur. Voici quelques bonnes raisons parmi d'autres de choisir la prison. En prison, vous trouverez tout ce que vous cherchez :

- Une capacité suffisante (sic)
- Une main-d'œuvre flexible et motivée (Re-sic)
- Un encadrement par un personnel technique qualifié et expérimenté
- Des contrôles de qualité rigoureux
- Le respect des délais
- Des délais courts
- Des tarifs concurrentiels»

Mais il faut bien sembler humain et feindre qu'on est là aussi pour les aider, à l'instar des riches qui font dans le caritatif et redistribuent à coup de médiatisation suprême quelques miettes de leur butin, ou ces multinationales qui pillent les pays non-occidentaux, et nous disent que «même si ce n'est pas très bien ce qu'on fait, sans nous, ils mourraient de faim». Chouette dilemme : mourir de faim ou être exploité? Et puis, c'est bien d'être philanthrope, mais c'est surtout bien de le montrer : «et vous, qu'avez-vous à y gagner? Vous renforcez votre image d'entreprise socialement responsable», nous dit Cellmade. Du win-win!

Cellmade taira ce que dit l'OIP sur la rémunération des détenus... «les gratifications sont assez dérisoires (le minimum est de 0,62 euros /heure) (...) les détenus effectuant des tâches domestiques reçoivent entre 100 et 150 euros. En atelier, ils

peuvent recevoir de 150 à 300 euros. Ces chiffres, donnés à titre indicatif, diffèrent en fonction des prisons et selon le nombre d'heures prestées par mois. De plus, la régie pénitentiaire s'octroie 40% des revenus attribués pour les tâches réalisées pour le compte d'entrepreneurs privés. Les détenus, rémunérés à la pièce, se voient dès lors gratifiés des 60% restant. » (OIP, p.101). Allez, on se sert au passage, faut pas se gêner, non? Ce ne sont quand même que des détenus!

Les nouveaux esclavagistes se déguisent en philanthropes et offrent du boulot à l'intérieur, pour celui qu'ils leur avaient enlevé à l'extérieur... «un ouvrier américain qui gagnait 8 dollars de l'heure perd son

« La prison fait plus que du bon travail »

Slogan de Cellmade, Label de la régie du travail pénitentiaire

emploi quand sa firme se délocalise en Thaïlande où les ouvriers ne sont payés que deux dollars par jour. Sans emploi, étranger dans une société indifférente à ses besoins, il est entraîné dans la spirale de la drogue ou d'autres moyens de subsistance illégaux. Il est arrêté, emprisonné et mis au travail.

Son nouveau salaire est de 22 cents de l'heure. De l'ouvrier au sans-emploi, au criminel, et finalement au détenu-ouvrier, le cycle a fait un tour complet. Et le seul vainqueur est la grosse industrie »¹⁷. Mais attention! Dans le règne de la loi du marché libre et non faussé, n'y-a-t-il pas un risque de concurrence déloyale avec le Bangladesh?

Il ne faut pas sous-estimer la valeur économique de la prison dans une société de croissance en phase d'implosion, corps béant agonisant qui cherchera la croissance avec les dents s'il le faut. Réduire le « handicap salarial », terme de la novlangue usitée tant par le patronat que par les syndicats, passe aussi s'il le faut par l'exploitation carcérale, même si elle demeure en l'état de faible ampleur. On gèrera le chômage et la misère par le taux d'incarcération, tout cela permis par un transfert massif de l'argent public vers le privé, à chaque stade du processus carcéral.

Et si ce n'est pas assez, on arrivera peut-être doucement à une prise en charge de la vie carcérale par le détenu lui-même, comme à l'hôtel. Et ben quoi! Il est coupable quand même! On savait déjà que dans nos prisons les détenus devaient acheter leurs produits de base à une cantine pratiquant des prix dispendieux, souvent rédhibitoires. Aux États-Unis ils sont plus «loin», entendez «progressistes»: les détenus, dans certains États, paient par jour pour leur «accueil carcéral».

Ceci n'est que l'illustration du mouvement continu de privatisation qu'illustrent à merveille les constructions et projets de construction contenus dans le masterplan du gouvernement¹⁸. «Le montant annuel que l'Etat devra payer comme indemnités par an sera de 12,2 millions d'euros pour la prison de Marche-en-Famenne, 13,7 millions d'euros pour Beveren, 12,1 millions pour Leuze-en-Hainaut et 15 millions d'euros pour Termonde »¹⁹. Ironie, l'argent public versé au privé qui a en charge la construction des bâtiments où sont incarcérés les individus, qui proviennent pour la plupart de milieux socio-économiques défavorisés, participera à la réduction des budgets publics, précipitant la misère et accroissant... l'incarcération. Du win win à nouveau pour le privé! Le capital humain carcéral, illimité, est une perte s'il n'est pas utilisé à son maximum. L'offre excessive, générée par la police et les tribunaux, mais aussi par les prisons, devient donc la règle. Peu de place pour un espace de réflexion dans ce système marchand. Et tout est à l'avenant: construisez plus de bandes de circulation, vous réduirez, peut-être, pendant un temps les embouteillages, mais très vite la sur-offre déterminera un surplus d'automobiles. La construction des voiries aura enrichi les entrepreneurs privés, la croissance de la bagnole individuelle les constructeurs automobiles, la dégradation de la qualité de l'air et les accidents les hôpitaux privés ou en voie de l'être.



Photo: Hugues de Wurtemberg

Par ailleurs, ce n'est pas uniquement parce que les caisses de l'État sont vides et que ce dernier refuse de chercher l'argent là où il est que s'explique le recours au secteur privé. En faisant appel à lui, «le gouvernement s'épargne le coût d'un référendum». Relégation au privé donc... l'Etat leur loue la prison et emprunte l'argent à leurs créanciers... *win win* à nouveau, banques et entrepreneurs se serrent les menottes... euh... les pinces. Pas étonnant dès lors que les pouvoirs publics semblent peu informés des projets de construction à venir: ce n'est pas eux qui gèrent l'affaire! Illustration parfaite de la soumission de l'État aux intérêts privés, l'indécence carcérale n'est pas un accident, c'est un travail minutieusement organisé vers la voie du totalitarisme marchand voué à gérer le chaos productif.

SOCIÉTÉ CAPITALISTE ET TOTALITARISME: DÉLIER POUR MIEUX CONTRÔLER

Il semble que ce soit nos mégas sociétés, où le local n'a plus sa place, qui crée inévitablement les mégas-prisons. Car le crime naît aussi de la séparation complète entre les individus, réifiés en entités compétitives et atomisées: on ne connaît plus son voisin, et on crève à côté de lui, notre corps en putréfaction le réveillant seulement quand l'odeur est devenue intenable²⁰; la petite vieille ne joue plus son rôle de contrôle social auprès des jeunes; on passe à côté d'âmes endormies – ou mortes, qu'importe! – à même le sol, pris dans la route quotidienne et aliénante vers l'emploi ou de retour vers la demeure; on consomme «ensemble», on regarde le même programme, «réunis» avec des millions d'êtres atrophiés simultanément devant l'écran, mais dans tous les cas on est seul, le sentiment de faire la même chose en même temps amplifiant paradoxalement le sentiment d'anomie²¹.

Et dans ce modèle, l'isolement de la prison comme institution, et donc des êtres qui la peuplent, n'est que l'expression extrême de l'isolement généralisé qui sévit dans tout ce qu'on dit «intérieur» à la société. Le choix des lieux des nouvelles prisons marque d'autant plus cette volonté: «*Les lieux envisagés pour les futures prisons, et notamment la future prison bruxelloise qui s'élèvera à Haren, sont éloignés du centre de la ville, ce qui ne facilitera ni les visites des familles, ni les visites d'avocats ou du personnel de l'aide aux justiciables. Ce choix d'isoler la prison et de la construire hors de la vue des citoyens est symboliquement fort.*» (OIP, p.13)

Au fond, ce qui lie toutes ces expériences, c'est l'impératif d'éviter le contact pour éviter l'exercice de la pensée. Et les médias, dans ce schéma, sont les grands organisateurs des dichotomisations. Impossible dans ce cadre, d'envisager des rencontres comme elles ont lieu en Norvège où, après Noël, deux cents participants se retrouvent pendant trois jours et trois nuits dans un hôtel. Parmi les gens, on distingue 5 groupes:

- Les acteurs officiels du système pénal – directeurs de prisons, surveillants, médecins, travailleurs sociaux, contrôleurs judiciaires, enseignants spécialisés, juges, policiers;
- Des hommes politiques – parlementaires, ministres parfois, conseillers toujours, et élus locaux;
- Des représentants de l'«opposition libérale» – profanes intéressés par la politique pénale, étudiants, avocats, professeurs d'université;
- Des représentants des médias;
- Des prisonniers – souvent en cours d'exécution de peine mais bénéficiant de permissions de sortie pour ces quelques jours (...) Certains participants purgent une peine à la suite d'une condam-



Photo: Hugues de Wurstenberge

nation criminelle: assassinat, drogue, vol à main armée, espionnage²².

Actuellement, il semble impossible d'envisager cette ouverture d'esprit en Belgique. La réification du détenu, sa relégation au rang d'infra-humain rend plus aisé son instrumentalisation, le grand enfermement et l'absolution de l'État dans son rôle d'organisateur et gestionnaire palliatif de la misère, continuant cette soumission acceptée au marché. Dans cette misère structurelle, le capitalisme trouve de nouvelles brèches, que ce soit les repas intramuros²³, les services de contrôle et de sécurité (blindage, caméras, bracelets électroniques...) qui font craindre le pire, produisant un spectacle mélangeant séries américaines et JT emplis de scoop qui génèrent un stéréotype du détenu, édifiant un corps social qui s'éloigne de plus en plus de la possibilité d'empathie à son égard et qui dès lors accepte tacitement la prise en charge par le privé de ce qu'il considère comme les scories de ce corps social salubre.

INÉVITABLE EMPATHIE

Rompres ce lien erroné, c'est ouvrir la porte à une réflexion politique débarrassée de son pathos émotionnel dangereux, pour se dire sans doute qu'il y a trop de gens en prison, qu'elle ne fonctionne pas et demeure une école du crime, et aussi, peut-être, réaliser ensemble que si ce sont les classes socio-économiquement les plus défavorisées que l'on retrouve derrière les murs, ce n'est pas un hasard, mais le fruit d'une société foncièrement inégale, qui ne trouve que comme moyen la prison pour gérer ce qu'elle crée. Penser la prison, c'est donc questionner tout le système social, cela peut être un levier profondément subversif, et un moyen de lutte donc, contre cette société productiviste. De surcroît, le nombre de détenus ne doit plus être perçu comme le signe d'une performance des politiques, mais au contraire comme leur incapacité à penser autrement.

Dès lors, et au risque de déplaire, dans le chemin vers une société décente nous ne pouvons que dire «nous sommes tous des prisonniers».

Alexandre Penasse

- (1) Citation tirée de l'ouvrage de Nils Christie, *L'industrie de la punition. Prison et politique pénale en Occident*. Éditions Autrement, 2003.
- (2) Ces deux dernières citations proviennent de Nils Christie, *L'industrie de la punition*, ibid.
- (3) Dont le dictionnaire donne comme définition «insérer à nouveau, réintroduire», indiquant bien que la prison serait comme «extérieure» à la société.
- (4) <http://statbel.fgov.be/fr/statistiques/chiffres/population/autres/detenu>. Certes, c'est le début de cette technologie de contrôle, mais sa croissance en regard de celle de la criminalité ne répond à aucune logique linéaire.
- (5) Le lecteur se reportera aux ouvrages cités dans cet article pour approfondir l'analyse, et notamment à l'excellent rapport de la section belge de l'Observatoire International des Prisons (OIP), <http://oipbelgique.be/fr/wp-content/uploads/2013/11/Microsoft-Word-Notice-version-2013.pdf>, dont les passages qui sont cités dans cet article seront suivis d'une parenthèse indiquant OIP et numéro de page. Page 9 pour la présente citation.
- (6) Car aucun des trois - informations médiatiques, discours politiques, fictions séries, films et reportages -, n'étaye ses propos sur la réalité. Ce qui paraît plus logique pour les films et les médias, ne l'est pourtant nullement quand il s'agit de des journaux télévisés et de la presse.
- (7) Nils Christie, *Ibid.*, pp 43-44
- (8) *Idem*, p.114.
- (9) P. Mary, F. Batholeyns, J. Beghin, «*La prison en Belgique: de l'institution totale aux droits des détenus?*», *Déviance et Société*, 2006, vol. 30, n° 3, pp. 389-404, cité dans OIP, p.58.
- (10) «*Le trope culturel de la responsabilité individuelle, qui envahit toutes les sphères de l'existence pour fournir un "vocabulaire de motivation" pour la construction du soi (pensé sur le modèle de l'entrepreneur), la diffusion des marchés et la légitimation de la compétition élargie qu'elle implique, dont la contrepartie est la déresponsabilisation des grandes firmes et le défaussement de l'Etat.*» Voir Loïc Wacquant, *La fabrique de l'Etat néolibéral. «Workfare», «Prisonfare» et insécurité sociale*, dans *Civilisations* vol.59, n°1 – Sexualités: apprentissage et performance.
- (11) Nils Christie, *Ibid.*, p.73.
- (12) Jock Young, «*Left realism and the priorities of crime control*», 1989, cité dans Nils Christie, p.72.
- (13) A ce sujet, voir notamment, l'ouvrage d'Alain Accardo, A., *Le petit-bourgeois gentilhomme*, Éditions Agone, Marseille, 2009.
- (14) Voir le numéro spécial de février/mars 2014 «*L'école au-delà des apparences*».
- (15) Nils Christie, *Ibid.*, p.78.
- (16) Young Jock, *Ibid.*, cité dans Nils Christie, *Ibid.*, p.72
- (17) Linda Evans et Eve Goldberg, «*The prison industrial complex and the global economy*», 1999, Cité dans Nils Christie, *Ibid.*, p. 142.
- (18) Voir <http://nouvellesprisons.be/fr>.
- (19) «*Bilan prisons: les raisons de la colère*», Communiqué de presse de l'OIP, voir http://oipbelgique.be/fr/?page_id=25
- (20) Rappelons-nous la canicule meurtrière de 2003.
- (21) Et c'est d'ailleurs de cette anomie que naît la recherche de valeurs communes au travers des médias, qui ne répondront évidemment pas à la demande mais aggraveront le problème.
- (22) Nils Christie, *Ibid.*, pp. 45 et 46.
- (23) La présence de Sodexo dans 36 prisons françaises sur 8 ans lui aurait ainsi rapporté près d'1 milliard d'euros. Voir OIP p.42.

LA PRISON: INÉVITABLE QUESTION DE SOCIÉTÉ

Luk Vervaeke a connu l'intérieur des prisons, loin des discours stéréotypés qu'en donnent le plus souvent les médias. Loin aussi de l'image du détenu barbare, sauvage et inhumain. De par son expérience, il a pu nourrir sa réflexion sur la prison et la place qu'elle occupe dans nos sociétés « modernes ».

Kairos: Il y a trois éléments importants qui vous rattachent à la prison: vous avez enseigné dans les prisons ; vous avez suivi la situation de Nizar Trabelsi et son transfert aux États-Unis; vous êtes impliqué dans la problématique de Haren avec ce projet de méga-prison. On va essayer de coordonner tout ça... Donc pourquoi Haren, comment vous êtes-vous retrouvé là?

Luk Vervaeke: pour moi la construction de la méga-prison à Haren pose un défi à ce que j'appelle la seule grande ville qu'on connaît en Belgique et qui comprend quatre des cinq communes les plus pauvres. Tout le contraste est là: méga-prison/méga-pauvreté. Je trouve que ça interpelle et ça donne aussi l'occasion de peut-être formuler des alternatives, et de se demander « qu'est-ce qu'on fait ». Haren pour moi c'est une petite lumière dans un environnement qui est extrêmement sombre. Donc il y a eu une résistance, quelque chose que je n'ai pas vu autour de Beveren où on a construit une prison, à Leuze, on a construit une prison, à Ostende on annonce sa construction, ils sont tous « très contents ». A Haren, il y a une résistance et elle est composée d'éléments justement dont on a besoin: donc aussi bien des habitants que des activistes écologistes, des activistes anti-prison, etc.

Sans doute que les luttes se rejoignent et qu'on arrive à un moment donné à une forme de pensée commune. Les premiers habitants sont arrivés là plus parce qu'ils ne voulaient pas de prison à côté de chez eux ; à la limite, au début ils disaient que si elle avait été plus petite, ils auraient été d'accord. Il y a eu les individus venus sous un aspect plus écologiste, et les autres avec un aspect plus carcéral. Ce qui fait sens, c'est qu'on arrive à une pensée homogène. Vous, vous êtes plus venus dans une forme d'opposition au système carcéral?

Oui, mais selon moi c'est une erreur pour les gens qui s'occupent du système carcéral, on ne peut pas résoudre cette affaire sans poser un débat de société. Il s'agit avant tout d'une politique carcérale, donc c'est une question de société.

Dans votre livre « Guantanamo chez nous », vous dites que la Belgique aurait pu à un moment donné changer complètement sa politique carcérale et mener une réflexion sur le sujet. Au lieu de cela, elle a complètement glissé vers le modèle américain. Donc ma question: ne pensez-vous pas que c'est comme un grand échiquier, que si on touche au carcéral, on touche à notre modèle de société, à la question de la pauvreté mais surtout de la richesse et des inégalités, au consumérisme qui comme le dit Niels



Photo: Jean-Marc Bodson

Christie « met de plus en plus d'objets à voler sur le marché », mais questionne aussi l'échec de l'école, le tissu social, le rôle des médias, et donc que toucher à l'un implique nécessairement de toucher à tout et de tout bouleverser, en fin de compte ?

Oui, moi j'ai plus rien à dire (rire), c'est bien résumé. On parle d'une évolution qui est en cours pour moi depuis deux ou trois décennies. Les choses ont changé dans un sens négatif à partir des années 90. Et ce n'est pas un hasard qu'on a vu au même moment l'apparition de l'extrême droite sur l'échiquier politique. Il y a une évolution globale. Politiquement tu as une poussée de l'extrême droite à partir des années 90, vous vous souvenez du dimanche noir où le *Vlaams Blok* a doublé ou triplé ses sièges au Parlement. Ce que je veux dire c'est que dans les années 90, tu avais encore De Clerck qui disait « non au tout carcéral ». Il y a différents facteurs qui expliquent qu'on a pris cette piste. D'abord le climat général, les années 90, le début de la guerre en Irak, la percée de l'extrême droite après la chute du socialisme réel, la croissance de la pauvreté. S'est ajoutée à cela l'affaire Dutroux qui a amené à un durcissement de la politique carcérale comme jamais auparavant. On a fait payer à tout le monde l'indignation populaire. Cela a eu un effet sur la longueur des peines, la libération conditionnelle. Et l'incarcération beaucoup plus importante des délinquants sexuels. Ensuite, je trouve que les discussions sur la prison doivent se faire à un niveau mondial, en ce sens la guerre contre le terrorisme a eu un effet de durcissement aussi, en particulier sur les populations d'origine immigrée. Et donc l'association terrorisme/immigration fait son apparition déjà dans les années 90 mais en particulier à partir des attentats du 11 septembre. Donc ces trois éléments: la crise et la montée de l'extrême droite,

la question des délinquants sexuels, la question du terrorisme, tous ces éléments font un ensemble et la politique belge, qui n'a aucun caractère suit le mouvement, avec des politiciens qui suivent la tendance de la piste américaine. On dit souvent qu'il y a une globalisation économique, mais ceci vaut aussi au niveau des idées, et on sous-estime le fait que la domination économique et militaire se transmet aussi au niveau idéologique et politique. Le modèle dominant diffuse aussi son modèle carcéral. Le modèle européen qui se caractérisait par plus d'humanisme, moins de prison, ce modèle est tout à fait mis sous pression et recule de plus en plus.

Est-ce qu'on peut exercer une politique pénale autonome sans rompre radicalement avec les États-Unis? Quand on pense à la loi de compétence universelle où 19 Irakiens attaquent le général américain Tommy Franks qui a participé à des massacres en Irak¹ et qu'à ce moment-là on menace de changer le siège de l'Otan ; où bien lorsque l'avocat belge Jan Fermon est empêché de transiter par les États-Unis pour aller à un congrès au Costa Rica, on mesure le pouvoir de pression énorme.

C'est pour cela qu'on ne peut pas scinder la politique carcérale dans l'ensemble...quand je vois l'engagement de la Belgique dans la guerre contre le terrorisme, l'analyse montre que ce qui a été fait aussi bien en Irak qu'en Afghanistan est une catastrophe. Donc il n'y a rien qui a été résolu, au contraire on a vu se propager cette incandescence qu'on voulait éteindre, partout dans le monde. La Belgique s'est transformée en province ou État des États-Unis. Un exemple, en Afghanistan, les Belges sont restés jusqu'au dernier, contrairement à beaucoup d'autres pays européens qui étaient déjà par-

tis longtemps avant ; en Lybie, les Belges ont jeté plus de bombes que les Anglais ; en Irak, ils livrent de nouveau des forces militaires, comme les F16. Donc, cet engagement est une monnaie d'échange pour avoir des bonnes relations avec les Américains. C'est dramatique: nous ne sommes même pas au courant qu'on est en guerre ; le mouvement pour la paix, il est mort. Donc, oui, c'est évident, il faut une rupture radicale avec la politique américaine et à tous les niveaux. Et établir peut-être des bonnes relations avec ceux qu'on appelait les pays du tiers-monde.

Par rapport au TTIP et l'influence que cela pourrait avoir sur le carcéral en Belgique, y a-t-il des informations? Quand on sait qu'aux États-Unis, il y a beaucoup de prisons privées, que le travail dans le carcéral américain rapporte de l'argent, on se dit qu'on pourrait très bien attaquer un État parce qu'il n'a pas assez de détenus ou qu'il ne les fait pas travailler?

La question de la privatisation se pose aussi en Belgique. La formule qu'ils ont trouvée: DBFM (Design - Build - Finance - Maintain), c'est une formule de privatisation de la prison qui non seulement va aussi engager deux/trois générations après nous qui vont devoir payer pour devenir propriétaires de cette prison ; et puis, deuxièmement, on sait très bien que dès que le privé entre sur un marché, c'est pour faire de l'argent. Ils n'ont pas un rôle social à remplir. Donc dès que l'on introduit le privé dans tout cela, il devient de plus en plus difficile de changer de politique parce que les prisons doivent être remplies et rentables pour que le privé en profite.

En fait la privatisation suit le mouvement de déshumanisation et l'amplifie. Nils Christie disait dans son livre « quand on voit le délinquant comme un membre d'une autre espèce, une non-personne, une chose, il n'y a pas de limites aux atrocités possibles ». C'est vers quoi conduit la privatisation. Quand on est un fonctionnaire et qu'on doit s'occuper d'un détenu, ce n'est pas du tout la même chose que lorsqu'on est un contractuel et qu'on est juste un pion dans une entreprise privée. Justement à ce sujet, la question de Nizar Trabelsi², elle est évidemment délicate, moi qui ai travaillé dans les prisons je peux tout à fait l'entendre, ayant peut-être appris à voir la part d'humanité de l'être malgré les faits qu'il a commis. Mais comment on peut aborder cela avec un quidam ?

Eh bien, c'est assez simple. Tout d'abord il a fait sa peine pour laquelle il a été condamné en Belgique jusqu'au dernier jour sans un congé pénitentiaire, sans avoir droit à la libération conditionnelle, et cela a été encore prolongé pour qu'il paie en faisant de la prison. Il a fait 10 ans d'abord et finalement 11 parce qu'il avait une amende qu'il ne pouvait pas payer.

Donc quand il a été transféré sa peine était quasiment finie ?

Non pas quasiment, elle était à 100% finie. Donc il était encore en prison en attendant la décision de l'extradition, c'est la seule raison. Donc moi j'ai écrit: «pourquoi vous gardez quelqu'un pendant 11 ans en prison quand il a été condamné à 10?». Alors ils m'ont dit «non, non, on parle d'une nouvelle affaire, maintenant il est seulement en prison parce qu'il attend la décision sur son extradition.»

Les États-Unis le voulaient ?

Les États-Unis le voulaient depuis 2008.

Et qu'est-ce que le gouvernement a eu en échange ?

Nizar Trabelsi fait partie d'une monnaie de guerre... en acceptant toutes les demandes des États-Unis, on fait bonne figure et on est dans le classement supérieur.

D'ailleurs De Crem a été proposé un moment donné comme chef de l'Otan.

Il a raté, mais peut-être après, la carrière politique est longue... Ce que vous dites sur Trabelsi c'est assez simple: moi je ne demande aucune sympathie pour ces idées, la question dont il s'agit ici c'est «est-ce que dans ce pays, il y a une catégorie de gens pour laquelle il ne faut pas respecter la fameuse Déclaration des Droits de l'homme». Pour moi, les Droits de l'homme, c'est pour les gens qui ne l'ont pas, c'est-à-dire ceux qui sont vraiment dans la marge. Et là c'est le test de ce que veut vraiment dire «Déclaration des Droits de l'homme». Ce que je veux dire c'est: «Il a fait sa peine, il a été extradé illégalement aux États-Unis, la Cour européenne des droits de l'homme a condamné deux fois la Belgique qui a demandé d'examiner le dossier pour savoir si Nizar Trabelsi courait un risque de torture, de traitements inhumains et dégradants».

Il est depuis deux ans en cellule d'isolement ?

Maintenant, oui! La Belgique a alors dit: «On veut bien respecter votre décision mais entre-temps est-ce qu'on ne peut pas l'extrader?». La Cour européenne a dit «non!», et on vous avertit que si vous le faites, vous serez soumis à des sanctions».

Ils ont eu une amende de 90000 euros, c'est ça ?

Oui, c'est une sanction politique, mais ils s'en foutent: ils font le calcul «qu'est-ce que ça nous coûte si on laisse Trabelsi ici... je demande le minimum pour tous les gens, mais même ce minimum ça devient dangereux pour les gens qui sont sur leurs listes d'extrémistes.

Je trouve, et cela fait partie de la discussion sur la méga-prison, qu'il y a certaines catégories: les criminels dangereux, les patients psychiatriques ingérables, les terroristes, ces catégories-là, on leur applique selon moi un système type Guantanamo, et apparemment on peut se permettre tout. Tu prends le cas de Farid Bamouhammad, appelé Farid le fou par les médias, mais ce que ce mec a vécu c'est d'une inhumanité mais du jamais vu. Est-ce que la situation des 1 100 patients psychiatriques dans notre pays est acceptable? La réponse est vite donnée. Ensuite, le traitement des suspects terroristes est pour moi à la Guantanamo aussi. La Belgique a collaboré avec Guantanamo par des extraditions et en même temps on voit l'importation des pratiques de Guantanamo sur notre territoire. Exemple: il y aura bientôt le procès, en avril 2015, de neuf policiers qui ont pris service à la prison de Forest, et qui ont fait régner un régime comme à Abou Ghraib. Des policiers cagoules qui ont amené un détenu, l'ont déshabillé, mis à nu, l'ont obligé d'insulter le prophète, sa mère, jusqu'à ce qu'il pleure. Alors ils ont dit: «Tu pleures comme un enfant». Les policiers ont mis de côté la directrice de la prison et les gardiens qui voulaient protéger les détenus, ils ont donc carrément fait un coup d'état dans cette prison. En 2013, il y eut non-lieu. Ce n'est que parce que l'avocat De Beco a continué les plaintes avec un des détenus qu'il y aura le procès en avril. Pour moi cela illustre l'infiltration des pratiques américaines, de manière invisible, en marge. Et dans ce cadre, les premiers responsables, ce ne sont pas les policiers, ce sont ceux d'en haut. Il y a une culture, une atmosphère, une politique qui amène à des choses pareilles.

Je pense aussi que cette dichotomie entre les bons et les mauvais, elle est entretenue par les médias, par les séries policières, tout ce qui empêche de se mettre à un moment à la place de l'autre, dans cette vision humaniste où l'on se dit: «L'autre aurait pu être moi». Pour moi, mon premier job dans un service d'aide aux détenus, ça a vraiment été une école à l'esprit critique. Mais je crois que beaucoup de gens sont encore dans cette idée de schisme entre monde extérieur/monde carcéral, où l'on ne se préoccupe pas de la prison. Mais quand on va derrière les murs, on se rend compte du spectacle. Donc

ce qui se passe avec Haren peut être un levier pour conscientiser plus de gens. Je voulais vous entendre sur ce que votre expérience avec les détenus vous a apporté ?

J'ai surtout beaucoup donné, oui j'ai reçu du respect et de l'appréciation pour mon travail, ça c'est clair. La question fondamentale pour moi est que l'on est en train de perdre beaucoup d'humanité, de l'empathie pour l'autre, et donc on est dans une situation dangereuse dans le sens qu'il y a un fascisme d'état qui n'est pas pour la majorité mais pour une minorité. Quand je pense que les camps de concentration dans l'Allemagne nazie n'étaient qu'un aboutissement de la politique qui a été menée avant où étaient visés les délinquants, les asociaux, les malades, ça c'est fait sous les applaudissements de la majorité. A quoi on assiste aujourd'hui: «oui, il faut pendre les terroristes, les exécuter», c'est ça qu'on peut lire dans les commentaires. Ce qu'il y a, c'est qu'on se croit en dehors de la barbarie, en ce sens ce qui m'intéresse moi, ce n'est pas la violence de la minorité bien que je la condamne, soyons clairs, mais ce n'est pas difficile, mais la question qui se pose c'est «où est la violence de l'État et est-ce que vous voyez cette violence invisible». Il faut lever le voile sur ça et un peu mettre à nu cette civilisation et cette soi-disant humanité qui ne sont devenus pour cette catégorie là que des mots.

Justement Haren répond un petit peu à cela, ils anticipent, donc maintenant les prisons vont être «humaines», il va y avoir des places centrales comme un village, plus de barreaux aux fenêtres...

La question des prisons est devenue un argument de vente pour avoir une place de parlementaire, sénateur, etc. C'est un sujet par lequel on peut se faire élire. Stefan De clerck et Didier Reynders, avant les élections de 2009, ils ont organisé un événement qui s'appelait *Prison Make*, aux Beaux-Arts, c'était sur une affiche *Wanted*. C'était pour présenter les nouvelles prisons du Masterplan. C'était pas du tout une concertation, c'était une information pour énoncer comment ils allaient faire. Avant, il y a eu Dewaele, qui a organisé à la prison de Tongres, qui a été fermée un moment donné parce qu'elle était trop vieille, ils l'ont transformée en musée-prison, et après ils l'ont ré-ouverte en tant que prison pour jeunes. On a mené campagne pour garder cette prison-musée, et qu'est-ce que Dewaele a fait, juste avant l'ouverture, il a organisé ce qu'il appelait un *jailhouse lounge*. Ça c'est maintenant les mots de nos politiciens. Donc on buvait du champagne dans les cellules, on dansait dans les préaux, honteux quoi! Ce qu'on voit maintenant à travers la nouvelle prison de Beveren, c'est le modèle de la nouvelle politique carcérale, et je suis certain que la prison de Haren ils veulent la même chose, le modèle international, le «village pénitentiaire». J'ai un ami qui a été visité la nouvelle prison de Leuze qui m'a dit: «Moi je ne pourrais pas survivre là-dedans, il y a un silence absolu, tu n'entends même plus l'ouverture des portes, tu n'entends plus ton voisin, tu ne sais plus crier dans le préau». Ce que j'ai adoré à Saint-Gilles d'ailleurs c'est qu'il y a encore une vie. Ce sont des tombes qu'ils construisent. D'ailleurs à Beveren, quelques mois après l'ouverture, 17 détenus ont écrit une lettre en disant que c'était impossible de vivre là-bas. Et il y a un petit détail dans le luxe qu'il présente, c'est qu'il faut avoir les sous pour le payer.

Le problème central c'est que les prisons sont devenues des lieux de dépôt de déchets. On gère les déchets.

Propos recueillis par A.P., mars 2015.

(1) Le 14 mai 2003, s'appuyant sur la loi de compétence universelle, dix-neuf irakiens portent plainte devant le parquet fédéral à Bruxelles, pour crimes de guerre commis par les troupes américaines lors de l'invasion de Bagdad.

(2) Nizar Trabelsi a été condamné pour avoir planifié un attentat contre la base militaire de Kleine Brogel.

LA LUTTE CONTRE CE QUI DÉTRUIT EXALTE UNE HUMANITÉ OUBLIÉE

Rencontre avec Laurent Moulin et Stéphanie Guilmain, deux responsables du comité de quartier de Haren qui organise notamment des balades et entretient les sentiers. C'est en voulant contacter les propriétaires d'une partie du Kelbeek qu'ils se sont rendu compte que le projet de la méga-prison de Haren allait beaucoup plus loin que ce qu'on leur

en avait dit. Parti d'un souci de protéger les espaces verts, la lutte s'est vite muée en une lutte politique avec la nécessité de conscientiser les citoyens devant des médias qui ne le font pas, de confronter les politiques à leurs contradictions. Avec en fin de compte, peut-être, une modification profonde et intéressante de la vie démocratique dans le quartier.

Kairos: Comment tout cela a débuté ?

Stéphanie: «Je suis Harenoise, je fais partie du comité de quartier. J'ai appris le projet prison via les médias parce qu'il n'y a pas eu de concertations à ce sujet. Au départ, ils disaient que c'était une petite prison pour environ 300 détenus et quand on a été mendié, parce que c'était vraiment ça, des informations, on nous a plutôt désinformés et puis ils sont arrivés avec ce super méga projet...»

Désinformés, tu veux dire qui vous a désinformés ?

«Le Fédéral, les instances politiques... on allait demander des informations et c'était "faut pas vous inquiéter, rien n'est fait, ce ne sera que sur les usines désaffectées", et patati et patata...»

Laurent: «En janvier 2012, Thielemans a encore parlé du site de l'Otan pour le projet prison.»

Donc vous allez les voir et vous vous rendez compte...

Stéphanie: «... Qu'ils se jouent de nous!»

Laurent: «et sans arrêt on passe de "trop tard" ou "trop tôt"».

Vous découvrez le projet par les médias. Qu'est-ce qu'ils disent au début ?

Stéphanie: «"Pour le remplacement des prisons de Forest, Saint-Gilles, Berkendael, ils ont trouvé un site à Haren pour construire une prison." Ils ne disent pas la taille, juste qu'ils ont trouvé un site.»

Laurent: «Quand on a contacté les propriétaires du terrain, c'était en décembre 2011, on a écrit à la ville, on n'a pas reçu de réponse; en janvier 2012, il y avait le forum de quartier où on ne savait pas trop: "rien n'est fait", "c'est sur le site de l'Otan"... début février, c'est là qu'il y a appel d'offres pour les consortiums pour la construction d'une prison de 1 190 détenus à Haren. Là, on a mendié effectivement pour avoir un rendez-vous avec la régie des bâtiments, qui après annulation, a quand même eu lieu, et où l'on a vu tout le terrain qu'ils étaient encore occupés d'acheter et que, manifestement, il y a eu des *workshops* avec la ville à ce moment-là. La ville a prétendu n'avoir été mise au courant qu'en février par rapport à l'étendue, alors qu'on sait très clairement que l'administration avait des infos, mais qui n'ont pas été partagées. Et les politiques, notamment Thielemans, s'offraient encore le luxe de raconter n'importe quoi face à tous les habitants.»

Quand le comité le découvre, il réagit comment ?

«Donc la première chose qu'on ait faite c'est informer, donc on a fait pas mal venir la presse pour essayer de toucher les habitants.»

Ils sont venus ?

«Oui, on a fait «Image à l'appui» avec RTL, y'a eu beaucoup de presses flamandes. Pour montrer que c'est un espace vert, ça c'était notre moteur: on voulait montrer que c'était utilisé et que c'était beau et non pas un endroit perdu, inutilisé à valoriser parce que c'est comme ça que le projet est vendu: «c'est moche, la prison va...»... la ville a osé dire que c'était une opportunité pour Haren. En septembre 2012 on a interpellé le Collège en demandant en quoi c'était une opportunité. Ils ont déblatéré toute une série de choses qu'ils font depuis toujours dans Haren et qu'il n'y a vraiment pas de problème, ils ont vraiment contourné...»

Mais en quoi disent-ils que c'est une opportunité ?

«Ben justement, ils n'ont pas su répondre.»

Ils ont quand même parlé de l'emploi des jeunes.

«Le principal truc c'est «ça va augmenter les fréquences»...»

.. et ce sera bon pour les commerçants...

«Oui ça aussi «c'est bon pour les commerçants, ça va augmenter la fréquence des transports publics et éventuellement l'emploi. Y'a une personne du village qui travaille pour la cellule emploi de la ville de Bruxelles qui a dit «on va plus lutter contre, on va faire en sorte que ça devienne bien», en parlant de l'emploi. Mais la question c'est «est-ce qu'on veut qu'une grande proportion de Haren soit gardien de prison?»»

En ce sens, les gens qui étaient pas au comité, que vous allez voir, qui peut-être au départ se préoccupaient plus de problèmes de mobilité et de la crainte de ne plus pouvoir avancer en voiture, est-ce que parmi eux il y en a qui un moment donné peuvent aller au-delà de cet intérêt personnel et réfléchir plus à un niveau sociétal ?

Stéphanie: «Au niveau social, je vais vous dire simplement une réflexion des jeunes «ah bon, ils ont trouvé l'argent pour faire une prison mais ils ne l'ont pas trouvé pour nous faire un terrain de foot convenable.»»

Laurent: «Mais après, la discussion avec les adultes c'est pas toujours facile à amener. Par exemple, pour le moment, les jeunes font des feux, jouent avec leur moto, et une fois avec un voisin on discutait et je lui disais «si y'a plus cet espace-là les jeunes vont faire des feux dans le village», ce à quoi il répond «c'est pour ça qu'il faut plus de flics dans le village». C'était d'ailleurs un des avantages que certains habitants y voyaient, c'était plus de flics dans le village. Une des craintes des habitants c'est qu'on est loin du commissariat et des patrouilles de police et ils se sentent un peu perdus. Mais donc il y a beaucoup d'habitants qui sont très catégoriques, quand on parlait de la prison, ils étaient prêts à les envoyer plus vers l'étranger, "au moins c'est bien ça va coûter moins cher..."»

Stéphanie: «... "Les enterrer"»

Laurent: «"Les enterrer", ça j'ai pas entendu (rire)... mais les envoyer à l'étranger...»

Stéphanie: «... Au fait avec Isabelle de l'IEB, on faisait le tour pour essayer de sensibiliser les gens, dans les cafés, y'avait un petit groupe de vieux qui tapaient la carte et qui ont dit "ah mais c'est pas grave, on a qu'à faire comme dans le film et les enterrer sous terre...". Ils étaient un petit peu dans la science-fiction.»

C'est un peu ce qui se passe, ce qu'on montre à la télé. Est-ce que cette question du carcéral, dans la conscience collective des Harenois a un peu évolué.

Laurent: «Je pense qu'elle a beaucoup évolué. Stéphanie a participé aux ateliers urbains, ils ont fait des affiches, il y a des habitants qui ont placardé dans tout un quartier des affiches et c'était un moyen de parler, notamment des premières photos qu'on a vues du projet: "ah, c'est trois étoiles, etc..." et là on a réussi à discuter et les gens se sont dit "ah oui, en effet, c'est pas trois étoiles, c'est pas cool d'être enfermé". On se rend donc compte que quand tu prends les gens un à un et que tu amènes les débats comme ça, ils sont raisonnables et ils sont tout à fait d'accord de dire qu'il faut quelque chose de social, qu'il faut quelque chose pour nos jeunes. On rencontre d'autres personnes aussi, et les gens qui se baladent sont très réceptifs à la discussion maintenant et ont pu évoluer vers la conscientisation sur la prison.»

Stéphanie: «On a aussi fait avec les ateliers urbains d'IEB une vidéo docu d'une vingtaine de minutes où on a rencontré plein de professionnels. Là où on est vraiment interloqué c'est que ces professionnels disent tous que ce projet est foireux et qu'il faut le

stopper. Mais le train est en route et ils ne veulent pas le freiner. Finalement on écoute pas les professionnels, on écoute pas les détenus et les parents de détenus. Quand on a projeté le film ici à Haren, on a eu des Harenois mais aussi des gens de Diegem, Machelen, et on a eu des débats avec des professionnels et cela a vraiment ouvert la conscience des gens et ça a changé leur façon de voir. On dit toujours "on punit pas du tout en Belgique, y'a pas de justice", mais c'est tellement facile de faire peur aux gens! En France il y avait une campagne d'affichage "Ebola est dans la rue", tout le monde avait hyper peur, regardait leurs voisins; et bien ici, ils font la même chose mais avec un autre message: "y'a pas de sécurité". Encore hier je discutais avec quelqu'un qui me disait "ça va être bien à Haren, si vous avez une prison vous allez avoir des caméras dans vos rues", mais moi je ne veux pas de caméras dans les rues, c'est bon, on est déjà assez surveillé comme ça.»

Et est-ce que les Harenois se rendent compte que derrière cela, y'a des intérêts privés essentiellement?

«Oui, déjà on leur a expliqué ce qu'était le partenariat public-privé, ils ne savaient pas du tout. On leur a expliqué ce qui était en jeu et que les pouvoirs publics vont devoir trouver autant d'argent et qu'ils le trouveront dans les impôts en créant de nouvelles taxes. La question c'est "est-ce que maintenant tu trouves que l'on est dans un État où on doit être super-protégé; tu veux un tank au coin de ta rue"? Faut vraiment aller loin dans les images avec les gens.»

Laurent: «Et c'est vraiment ce qu'on ressent comme changement maintenant: avant on essayait de défendre notre espace vert et puis on nous répondait dans les médias "oui, mais la situation à la prison de Forest...", et finalement nous on était tout petit et on se disait "oui mais au fait c'est nous qui sommes ignobles", on lutte donc contre quelque chose et du coup les gens sont encore plus sombres... alors qu'aujourd'hui, grâce à cette conscientisation, à ce film, on comprend mieux la réalité, on se rend compte que c'est des humains à l'intérieur et qu'au fait le problème c'est nous, qui mettons toutes ces personnes dedans. Je suis étonné maintenant de la facilité que l'on a de discuter avec n'importe qui dans le village, les gens se disent "mais c'est vraiment triste de mettre tous ces gens en prison, etc."»

On déshumanise les détenus évidemment, donc il y a des gens qui ont pris conscience que c'était des êtres humains à l'intérieur?

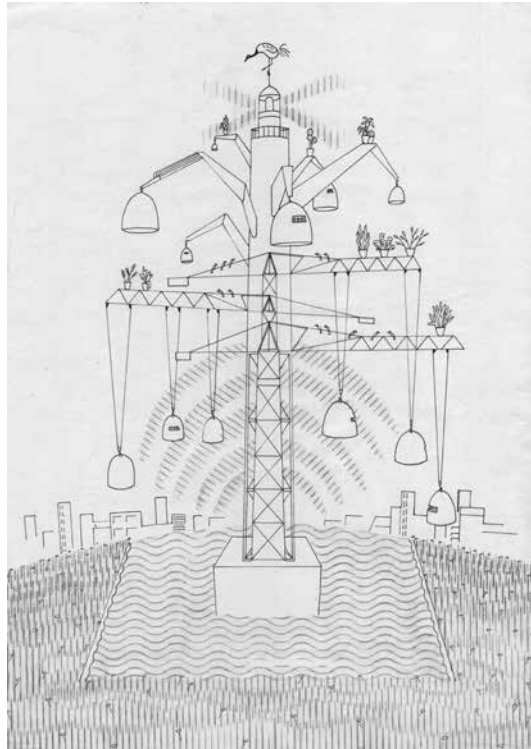
«Ben, déjà nous!»

Stéphanie: «Quand on a fait le film, on a rencontré les voisins de la prison de Saint-Gilles et Forest qui nous expliquaient leur quotidien en tant que voisin et y'a une dame qui a dit "vous devez vraiment vous rendre compte que ce sont nos voisins, on les connaît pas, on les rencontre pas en rue, ils sont là, ils sont dans notre jardin... ce sont nos voisins". Quand ils rentrent de promenade au fait, ils sont appelés par numéro, c'est du bétail qu'on rentre! Quand on rentre en prison, on perd notre citoyenneté. Même les visiteurs sont maltraités. Même si les détenus sont là à cause de faits qu'ils ont commis, ce sont toujours des êtres humains.»

Oui, et la question des faits, c'est la société qui dit quels faits sont punissables.

Laurent: «Oui, exactement.»

Pour revenir sur le rôle de la presse, vous disiez qu'ils étaient venus tout de suite, mais qu'est-ce qu'ils ont fait après? Je me dis que si les médias avaient fait leur boulot, ce serait mieux connu, s'ils avaient questionné les gens qu'ils ne questionnent jamais...



«Au tout début, c'était 100% par rapport à la mobilité et à l'espace vert. Après on a nourri le débat, mais on n'a pas eu encore dans les médias de grandes discussions par rapport finalement à la place de la prison dans la société. Au moins cette lutte contre la prison nous aura rendus un peu plus humains.»

«Au moins cette lutte contre la prison nous aura rendus un peu plus humains»

Donc c'est un peu paradoxalement à travers la lutte contre quelque chose qu'on se rend compte, qu'on se rencontre... mais est-ce que vous vous dites quand même qu'il y en a certains qui ne changeront pas?

«Y'en a toujours qui réclament la peine de mort aujourd'hui! On a aboli l'esclavagisme, mais on n'a pas encore aboli la manière dont on fait les prisons. Moi je ne savais pas que ça existait des abolitionnistes pour les prisons. Quand on dit ça on vous dit "ouai, mais tes filles vont se faire violer dans la rue", mais je dis "mais mes filles elles se font d'abord écraser par les voitures, et après regardez, on éduque nos enfants mais on les éduque pas en les enfermant dans leur chambre". Ici, je me dis, si on peut vraiment lancer un mouvement citoyen et pas seulement des experts du milieu, on peut arriver finalement à quelque chose de plus grand.»

Stéphanie: «Moi j'aimerais bien réagir sur ce qu'on disait, que c'est quand même une lutte bruxelloise et belge. Je vais simplement donner l'image de ce chemin qui nous mène à Diegem, ce lien est historique et a toujours été emprunté, et autant au niveau de la politique on parle de séparatisme, ce lien est un pied de nez parce que ça nous relie à la Flandre, les Flamands viennent chez nous et nous on va chez eux et on se rencontre. On ne se sent pas que Bruxellois, que Harenois ou que néerlandophones, on est des amis et on se rencontre. C'est vraiment très symbolique, et le fait de détruire ce lien c'est encore donner une raison à certains pour dire que le séparatisme est une bonne chose.»

Sinon, outre le fait que certains se rendent maintenant compte que ce sont des intérêts privés dans ces constructions, est-ce qu'il y a pu avoir un débat aussi sur le fait que c'est des "prisons de la misère", que c'est la pauvreté et notamment l'austérité qu'ils sont en train de construire qui va amener plus de détenus et qu'ils pourraient très bien laisser les prisons de Forest et Saint-Gilles ouvertes [en plus de celle de Haren].

Laurent: «Le Keelbeek permet toute une série d'autres discussions. A grande échelle, c'est difficile de savoir si beaucoup d'Harenois on évolué mais c'est vrai que de plus en plus de Harenois vont vers le Keelbeek et même si la prison reste un sujet difficile, y'a de l'humanisation de tout ça et de la conscientisation. Encore ce matin, les gens disaient "ce qu'on a besoin c'est de l'espace pour nos enfants, de l'encadrement pour nos familles, du soutien social pour chacun (...) on voit de la misère et c'est ça qu'il faudrait faire plutôt que d'enfermer nos enfants".»

Ils viennent toujours avec un gros bazar au début, vous avez pas peur qu'ils disent un moment «on va faire une plus petite prison et on va vous intégrer à la discussion».

«Depuis le début, ils disent qu'ils vont nous intégrer et pour le moment on n'a rien vu. Il y a vraiment du sens à ne pas faire juste confiance aux institutions, d'autant plus que les réponses qu'on reçoit jusqu'à présent sont très évasives: on a rencontré le Fédéral qui disait "mais on n'a pas décidé où, c'est la Régie du bâtiment", puis la Régie du bâtiment dit "nous on exécute".»

Et de l'autre côté c'est un peu les privés qui sont en train de réfléchir à ce qu'ils vont faire?

«Exactement. Et puis on se rend compte que la Cour des Comptes a dénoncé le projet, que les études demandées n'ont pas été faites.»

Et ce questionnement de remettre, penser toutes les choses ensemble, aucun média ne l'a relayé?

Stéphanie: «Non, les médias n'ont pas relayé ça.»

Donc même quand vous en parlez et que vous les voyez...

«Au fait c'est vrai que les médias quand ils en parlent c'est toujours les mêmes points; ils ont repris ce qui les intéressait, et puis il y a souvent le "ah, mais on va voir avec le chef de la rédaction ce qu'on peut ou pas publier".»

Laurent: «Ce serait pas mal que par le non-endorsement des foules, on arrive à faire quelque chose. Et justement, la manière dont nous évoluons, dont les débats évoluent, me donne relativement confiance. Au départ on a peur et on défend juste notre espace vert, et puis après on se dit que ce sont ces décisions qui sont mal prises. Et si au minimum les décisions au pouvoir sont prises de manière émotionnelle, qu'au moins nous on arrive à mettre la bonne émotion sur le devant de la scène.»

Il faut peut-être ne pas attendre que ce soit toujours les politiques qui prennent les décisions, et engager un changement fondamental dans nos démocraties.

«Ça passe aussi par la volonté des gens de réagir, et pour l'instant je pense qu'un des gros problèmes ce n'est pas uniquement que "ils sont pourris en haut" mais que beaucoup réagissent émotionnellement. On l'a vu avec Dutroux: gros mouvement populaire mais ça n'a pas été du tout positif pour les prisons.»

On reste dans cette logique «il n'y a pas d'alternative», alors que vous avez dit non et proposé le projet de ferme.

«Oui, je pense qu'il faut aller plus loin et proposer aussi des alternatives. C'est pas en écrasant plus ceux qui ont déjà des problèmes qu'on va sauver nos enfants. C'est en permettant aux autres enfants de grandir comme les nôtres.»

Propos recueillis par A.P., mars 2015

DES CHÈVRES À LA PRISON...

Entretien sur le terrain du Kelbeek avec Raf Knops, militant écologiste qui, de par la lutte de Haren, s'est naturellement rapproché de la question carcérale et a pris conscience de la façon absurde dont elle était gérée politiquement. Ou comment la nature et le social se rejoignent...



Illustration: Agathe Payen

Kairos: Bon Rafael, qu'est-ce que tu fais ici ? (nous promenant sur le terrain avec les chèvres).

Raf: «Pour nourrir les chèvres il faut les faire circuler. J'essaie un peu d'imiter la nature, donc dans leur état naturel, elles font jusqu'à 10 km par jour.»

Mais dans le futur «village carcéral», elles pourront circuler à l'intérieur du village, non ?

«J'ai peur que tu ne sois pas bien au courant, car il n'y aura pas de village carcéral ici.»

C'est-à-dire ?

«Tu t'es pas renseigné ? Y'a une ZAD (Zone À Défendre), on occupe le terrain, et on n'a pas l'intention de laisser faire quoi que ce soit ici.»

C'est bien, rien n'est fait donc ?

«Si, le début d'une ferme écologique est en train de se faire.»

Explique...

«En fait, on nous enquiquinait toujours avec «ouais, les gars, c'est quoi votre projet alternatif». Mais je me dis «d'abord y'avait la nature, et ce sont les foutus d'humains qui ont fait un projet alternatif à la nature». Ils détournent au fait la situation, ils disent «c'est quoi votre projet alternatif à la prison». Non! nous on veut le projet initial: la nature. Ils ne comprennent pas que la nature était là avant, donc on va les satisfaire et on va introduire une ferme écologique, comme ça on produit quelque chose, on peut vendre quelque chose, et puis ils sont contents, ils nous laissent tranquilles.»

Tu penses qu'ils accepteront le truc ?

«Ils n'ont pas le choix, on est là les premiers.»

Et explique un peu comment tu es arrivé ici. Tu étais sensible au carcéral ?

«En fait non, j'avais une vague idée que ce qui se passait dans les prisons, c'était pas vraiment génial, et donc j'avais une vague idée que dans les pays scandinaves ils avaient un peu plus creuser la question que nous et sont arrivés à des résultats plus convaincants: il y a beaucoup moins de récidives, ça coûte beaucoup moins cher à la société. Je suis venu en premier lieu pour la lutte écologique, mais avec les discussions autour du feu, j'ai commencé à m'intéresser à la politique carcérale, j'ai lu un peu, j'ai parlé avec pas mal de gens et puis c'est complètement débile au fait ce qu'ils sont en train de faire. Mais si prison il devrait y avoir, certainement pas une prison de 1200 détenus parce que c'est laisser la porte grande ouverte à des problèmes, des mutineries... d'abord ils n'ont déjà pas assez de matons pour faire le boulot qu'il faudrait faire dans les prisons, il y a des cellules de libres dans les nouvelles prisons qui ont été construites en Flandre...»

Donc tu as lié la question carcérale en partant de la lutte écologique ?

«Moi, en premier lieu je suis toujours dans la lutte écologique, mais ce qui est intéressant sur cette ZAD-ci, c'est qu'au fait il y a trois luttes comprimées sur un lieu: tu as la lutte écologique, tu as la lutte pour la récupération des terres agricoles et contre les OGM et tout ce qui se fait dans l'agriculture industrielle et puis la lutte contre les prisons et les politiques carcérales. C'est ça qui est chouette et qui anime aussi les débats, il y a plein de gens avec des points de vue différents.»

Il y en a qui ont fait le chemin inverse, qui sont partis de la lutte contre le carcéral vers la lutte pour l'environnement ?

«Oui, c'est cela qui est chouette. Et le chemin n'est pas encore terminé ; par exemple, y'a quelqu'un qui est là surtout contre la prison et, je caricature pas, mais il boit toujours du Coca, et nous, on le voit arriver avec sa bouteille de Coca et on lui dit «t'as pas bien pigé le schmilblick!». Pour le moment, gentille-ment, on essaie de le pousser dans ce qu'on croit la bonne direction, et donc oui c'est chouette, il y en a qui font le parcours inverse.»

Est-ce que ceux qui voulaient bien une prison au départ, mais une «petite», qui avaient peur que ça crée des embouteillages... est-ce qu'eux ont un peu élargi le problème ?

«Il y en a peut-être quelques-uns qui trouvant ce qu'on fait sympathique, ils ont fait un petit bout de chemin, mais honnêtement je me suis rendu compte un moment donné que je perdais mon temps à essayer de convaincre la population. Je m'inspire du modèle «masse critique»: si on arrive à convaincre 10% de la population, on gagne à tous les coups. 50% de la population, ce sont des moutons qui vont dans le sens d'où vont les meneurs. Donc tu as un gouvernement de droite, du moment qu'on les laisse devant la télé avec leur Coca, c'est bon, ils suivront. J'oublie donc la quantité et j'y vais pour la qualité.»

Donc ici dans la ZAD, y'a pas beaucoup de gens du coin ?

«Y'a une bonne dizaine de personnes mais sans qui on aurait pas tenu l'hiver. Je pense à une femme qui est presque là tous les jours, qui a deux enfants et un mari, qui a donc de quoi faire à la maison, mais

elle a choisi d'aider la ZAD. Avec ces gens-là, tu changes le monde.»

Sinon, pour toi, le combat est gagné ?

«J'étais là un mois après la première occupation, ça fait 6 mois maintenant que je suis là, j'ai vu changer les choses. L'énergie qu'il y a maintenant, elle est hyper positive, hyper constructive, on a des ressources humaines fantastiques et de plus on s'aperçoit que tous les acteurs impliqués dans le monde carcéral, tout le monde est contre, sauf les sociétés privées qui vont se faire du pognon: la magistrature est contre, le syndicat des policiers est contre, la ville est contre. Quand tu vois ça et la détermination sur le terrain, ça va pas se faire cette prison! On s'est mis devant les bulldozers deux fois: la première fois j'étais tout seul et donc ils sont passés, la deuxième fois ils ont dû faire demi-tour, et il y avait des policiers présents qui ne nous ont même pas demandé notre identité, ça veut dire quelque chose.»

Et les bulldozers, c'était qui ?

«Des sous-traitants de la régie des bâtiments pour clôturer le terrain.»

Aucune idée de ce qui pourrait se tramer dans les arcanes du pouvoir politique ?

«Non, ça il n'y a pas moyen de savoir, on connaît pas la logique, l'agenda, non, donc on essaie de deviner. Et de leur côté c'est la même chose, ils ne savent pas ce que nous on a l'intention de faire.»

L'idée c'est de faire quelque chose sur toute la superficie ici ?

«Il y a 19 hectares, ils veulent construire sur 18 et ils nous laissent royalement 1 hectare où ils vont mettre trois bancs et de l'herbe, et ils appellent ça un parc.»

Et le projet de ferme, il y a déjà quelque chose de pensé ?

«Il y a plusieurs personnes qui veulent déjà s'engager, et on a fait un texte qu'on a présenté à la régie des bâtiments. Et au fond c'était comme ça avant: la partie qui n'est pas grillagée c'était une friche agricole, y'avait un fermier qui faisait du maïs et y'avait plein de petits potagers. Donc on change pas vraiment grand chose, on continue dans ce qui s'est fait les derniers 150 ans.»

Ça a dû leur coûter cher ces clôtures ?

«Ça c'est, je sais pas...un chantier de 50000 euros. L'autre jour on a vu deux personnes de Basics, la charmante société qui bétonne la planète, qui sont venues faire du repérage et qui se sont heurtées à une grosse barrière... on a parlé un peu avec eux. Au fait, ils nous ont dit que eux sous-traitaient: donc la régie des bâtiments engage Basics qui eux sous-traitent à une autre société pour faire leur chantier. Donc Basics est un intermédiaire qu'on pourrait éviter, ça coûterait deux fois moins cher. C'est foireux à tellement de niveaux ce chantier que c'est trop simple de s'y opposer.»

Et si les politiques proposaient une «bonne» idée comme une «ferme carcérale» avec des détenus qu'on ferait travailler pour faire nos tomates et des trucs comme ça...

«Oui, ça pue vachement le système américain, parce que si tu continues la logique tu dis que plus il y a de criminels mieux c'est, parce que ce sont des travailleurs gratuits ou presque.»

Propos recueillis par A.P., mars 2015